

Unité départementale de la Marne

Reims, le 14/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AFICA

19 rue de Bazancourt
51110 ISLES SUR SUIPPE

Références : SM3 SLL n° D3i 2022-187

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/03/2022 dans l'établissement AFICA implanté 19 rue de Bazancourt 51110 ISLES SUR SUIPPE . L'inspection a été annoncée le 02/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a lieu dans le cadre du suivi post-accident du site. En effet, le 22/02/2022, l'exploitant a déclaré à l'inspection des installations classées la chute d'une partie de la cheminée dans la nuit du 21/02/2022 suite à de fortes rafales de vent.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFICA
- 19 rue de Bazancourt 51110 ISLES SUR SUIPPE
- Code AIOT dans GUN : 0005701583
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société AFICA est autorisée par arrêté préfectoral n° 2019-A-53-IC à exploiter une fonderie de métaux et alliages non ferreux sous les rubriques 2546, 2552 et 3250 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le site est composé de 2 lignes de production, de 4 fours et d'une ligne de coulée continue.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Accident: chute d'une partie de la cheminée et écroulement du toit

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a mis à l'arrêt le site depuis le 21/02/2022. Le morceau de cheminée a été déposé au sol et l'atelier où la toiture s'est effondrée a été mis en sécurité par la pose de grilles empêchant les accès.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la précédente inspection (1)
Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 30/04/2019, article 3.2.3	/	Prescriptions complémentaires

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Incidents ou Accidents	Arrêté Préfectoral du 30/04/2019, article Chapitre 2.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a prévenu l'inspection des installations classées dans des délais raisonnables. Le site a été mis en sécurité. Les dégâts sont uniquement matériels.

La cheminée fait l'objet d'une réparation temporaire à une hauteur de 20 mètres, ce qui n'est pas conforme à l'arrêté d'autorisation du site.

L'exploitant a fourni une étude de dispersion des rejets atmosphériques en date du 14 mars 2022 qui permet de définir un suivi environnemental renforcé dans l'attente de la remise en état définitive de la cheminée prévue au plus tard le 01/05/2022.

L'inspection des installations classées propose d'autoriser la reprise des activités du site dans un fonctionnement modifié et encadré à travers un arrêté préfectoral complémentaire dans un délai maîtrisé. Un projet d'arrêté en ce sens est joint au présent rapport.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Incidents ou Accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2019, article Chapitre 2.5
Thème(s) : Situation administrative, Chute de la cheminée
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare dans les meilleurs délais les accidents et incidents survenus sur son site à l'inspection des installations classées. Un rapport d'incident est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : Par courrier électronique en date du 22/02/2022, l'exploitant a déclaré la chute de la cheminée dans la nuit du 21/02/2022 suite à de fortes rafales de vent. Le site est à l'arrêt depuis le 21/02/2022. La cheminée a été déposée au sol dans l'attente d'une expertise. Une partie du toit est effondrée, ce qui met à l'arrêt l'une des lignes de fabrication. Cette partie du site a été sécurisée par la pose de grille empêchant l'accès. Le rapport d'incident sera transmis à l'inspection des installations classées suite à l'expertise dont la date n'est pas encore déterminée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2019, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur de la cheminée
Prescription contrôlée : La cheminée est d'une hauteur de 35 mètres.
<p>Constats : Le site est à l'arrêt depuis le 21/02/2022. La partie de la cheminée qui s'est effondrée a été déposée au sol dans l'attente d'une expertise. Une partie du toit est effondrée, ce qui met à l'arrêt l'une des lignes de fabrication.</p> <p>Une réparation temporaire de la cheminée est en cours afin de pouvoir remettre en service une ligne de fabrication sur les deux existantes et deux fours sur les quatre. Celle-ci devrait atteindre 20 mètres de hauteur.</p> <p>Le systèmes de traitement des rejets à l'atmosphère sont intacts.</p> <p>La réparation à l'identique (35 mètres de hauteur) et la remise en service sera réalisée avant le 1er mai 2022.</p> <p>L'exploitant souhaite être autorisé à la remise en service partiel de son site dans des conditions de rejet à l'atmosphère modifiées.</p> <p>Une étude de dispersions à l'atmosphère a été transmise à l'inspection des installations classées afin de mettre en place un suivi environnemental renforcé pendant la période en marche dégradée. Il est proposé d'encadrer cette période à travers un arrêté préfectoral.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires